## Derrière les réformes, quels services publics?

Grévistes contre « usagers pris en otages », « minoritaires » contre « majorité silencieuse », « corporatismes » contre « intérêt général », « privilégiés » contre « travailleurs méritants »...

Etudiants et enseignants à l'Université, directement confrontés aux conséquences de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), nous sommes convaincus de la nécessité de transformer l'Université. En tant que chercheurs en sciences sociales nous efforçant de rendre compte de la complexité du monde social, nous estimons que cette présentation politicomédiatique des mouvements sociaux actuels masque la question centrale qu'ils nous posent : celle de la place des services publics dans notre société. Déjà présentes en 1995, ces préoccupations n'ont pas trouvé de réponse politique. L'invocation rituelle de la « modernisation », de l'« autonomie », de la « gouvernance », et les mesures apparemment techniques qui sont menées au nom de ces mots d'ordre, empêchent le nécessaire débat sur la finalité des réformes en cours. Loin d'être une nouvelle poussée de l'éternelle rébellion de la jeunesse, la mobilisation des étudiants a ceci d'original qu'il s'agit d'un mouvement porté par les usagers du service public euxmêmes. Par leurs revendications, les étudiants mettent le doigt sur les ambiguïtés de l'autonomie ainsi proclamée par la loi. Sera-t-elle plus autonome cette Université qui devra compter sur les fonds privés plutôt que le financement par l'impôt, garant de la solidarité nationale ? Seront-ils plus autonomes ces étudiants qui devront bientôt s'acquitter de droits d'inscription plus élevés ? Seront-ils plus autonomes ces enseignants-chercheurs dont le recrutement et les activités pédagogiques et scientifiques seront davantage contrôlées par leur hiérarchie administrative et par les financeurs? Et ces personnels administratifs et techniques menacés par l'externalisation de leurs activités ? En place d'autonomie, c'est plutôt une forte hétéronomie que promeut la loi LRU en resserrant les pouvoirs dans les mains de quelques mandarins, chefs d'entreprise ou notables. Finalement, en interpellant le gouvernement sur la question du financement, du fonctionnement et des missions de l'Université, les étudiants - dont la LRU réduit la représentation dans les conseils d'administration -, refusent de laisser la définition du service public d'enseignement à quelques experts ou hauts fonctionnaires.

C'est aussi la question de la place du service public qui est en cause dans les grèves contre la réforme des régimes spéciaux. Ces métiers au contact du public remplissent une mission spécifique : leur contribution à la cohésion sociale a longtemps eu pour contrepartie la reconnaissance, statutaire si ce n'est pécuniaire, des agents publics. Beaucoup de travaux récents, sur les postiers ou les conducteurs de bus par exemple, ont montré que les mesures de libéralisation avaient non seulement détérioré les conditions de travail et d'emploi de ces salariés

mais qu'elles avaient aussi remis en cause leur honorabilité. Au centre des changements qui travaillent notre société, ces agents doivent affronter les logiques de concurrence et de rentabilité tout en étant confrontés aux inégalités et aux souffrances sociales. C'est l'enseignant face aux enfants de la démocratisation scolaire menacés par la déstructuration du marché du travail, ou encore le cheminot face aux fermetures de lignes régionales et aux territoires relégués. Ne pas dégrader les conditions de travail et d'emploi de ces agents, c'est renouveler la confiance de la société à leur endroit, c'est aussi reconnaître que certaines activités doivent échapper aux seules logiques marchandes.

La mise en scène spectaculaire des différentes réformes des services publics empêche de les penser dans leur globalité. Plutôt que d'envisager les services publics au seul prisme des supposés privilèges des fonctionnaires et des coûts qu'ils génèrent, ces réformes doivent être pensées dans leurs dimensions sociales et politiques. Cela nous apparaît comme la condition pour sortir de l'alternative entre l'immobilisme, rejeté par les personnels et les usagers eux-mêmes, et le démantèlement des services publics.

## • Premiers signataires (par ordre alphabétique):

Sarah Abdelnour, doctorante sociologie (ENS/EHESS)

Lucie Alarcon (master 2 en sociologie)

Bruno Amable, Professeur de sciences économiques à l'université Paris I

Martina Avanza Doctorante ENS/EHESS

Christelle Avril, doctorante CMH-ETT, Prag département de sociologie de Paris 8.

Oriol Barranco, Doctorant ETT-CMH (ENS/EHESS), ATER en Sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona

Christian Baudelot, Professeur Emerite Ens (CMH-ETT)

Stéphane Beaud, professeur de sociologie à l'Ecole Normale Supérieure

Yann Beldame, Doctorant en anthropologie, EHESS-Paris

Nicolas Belorgey, Doctorant ETT-CMH (ENS/EHESS)

Laure Bereni, doctorante, CMH-ETT

Céline Bessière, maître de conférences en sociologie à l'Université Paris IX-Dauphine

Emilie Biland, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS), ATER en Science politique à Paris 1

Solène Billaud, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS)

Aude Béliard, doctorante en sociologie, CMH / ETT, Université Paris 8

Marlène Benquet, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS)

Bastien Bosa, Maître de conférences en Anthropologie à l'Université de Bogota

Marie-Victoire Bouquet, doctorante sociologie (ENS/EHESS)

Jérôme Bourdieu, INRA et Ecole d'Économie de Paris (EEP)

Baptiste Brossard, Doctorant en sociologie, CMH ETT (ENS/EHESS)

Marie Brandewinder, Doctorante CRAPE (IEP Rennes et Rennes I), CSE et CMH-ETT, ATER à Paris II

Yaël Brinbaum, Maître de conférences en sociologie, Université de Bourgogne, IREDU, CMH

Séverine Carrausse, Doctorante en sociologie, CADIS (EHESS) LISST-Cieu (Toulouse 2)

Damien Cartron, Ingénieur de recherche CNRS, CMH (ENS/EHESS)

Joanie Cayouette, M1 ETT

Fabienne Chamelot, Master 2 ETT (ENS/EHESS)

Romain Champy, Etudiant Master 2-ETT (ENS/EHESS)

Severine Chauvel, doctorante CMH/ETT, allocataire monitrice à l'Université d'Evry

Sébastien Chauvin, doctorant CMH-ETT, ATER Paris 1

Julien Clément ATER à l'Université de Rouen, doctorant en anthropologie au CREDO

Pierre Clément, doctorant sociologie (ENS/EHESS)

Victor Collet, Doctorant, ISP, Pars-X-Nantrerre

Cornélia Constantin, Doctorante ETT – CMH (ENS/EHESS)

Thomas Cortado, étudiant normalien

Daniela Cuadros Garland, doctorante à l'Université Paris 1, ATER à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg,

Daniella de C. Rocha, Ater Université d'Evry, Chercheuse associée CEMS-EHESS

Béatrice de Gasquet, doctorante ENS/EHESS

Magali Della Sudda, Doctorante ETT-CRH-CERAPS, ATER en Science politique à l'Université de Lille

Sophie Devineau, Maître de conférences, GRIS — Université de Rouen, CMH-Dyreso Caen

Jean-Sébastien Eideliman, Doctorant en sociologie CMH/ETT, ATER à l'université Paris 13

Pascale Dietrich, doctorante Centre Maurice Halbwachs (ENS/EHESS)

Norbert Emenegger: Agent de l'ANPE et doctorant CMH (ENS/EHESS/Caen)

Sarah Fargeon, agrégative d'histoire, ENS Paris / la Sorbonne-Paris 1

Eric Fassin, sociologue, ENS.

Jean Ferrette, Professeur de Sciences économiques et sociales, doctorant à Dyreso

Aurélie Filood-Chabaud, Etudiante Master 1-ETT (ENS/EHESS)

Elsa Forner, Etudiante Master 1-ETT (ENS/EHESS)

Julien Fretel, Professeur de science politique, Amiens/Sciences Po Lille

Maëlys Gantois, doctorante CRPS, Paris1.

Catherine Guaspare-Cartron, Ingénieur d'études CNRS, GSPM (Institut Marcel Mauss, CNRS/EHESS)

Violaine Girard, doctorante au CMH/ETT, Ater en sciences politiques à l'IEP de Toulouse

Sibylle Gollac, doctorante en sociologie CMH-équipe ETT et enseignante à l'ENS

Stéphanie Guyon, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS), ATER à Paris 1

Samir Hadj-belgacem, Etudiant Master 2-ETT (ENS/EHESS)

Aldo Haesler, Professeur de sociologie, Centre Maurice Halbwachs, Université de Caen

Abdellali Hajjat, doctorant en sociologie à l'EHESS (CMH-ETT)

Reguina Hatzipetrou-Andronikou, doctorante en sociologie (CMH-PRO, EHESS), ATER en sciences de l'éducation Lyon 2

Mathieu Hauchecorne, doctorant en science politique, moniteur à l'Université de Lille 2

Matthieu Hély, Maître de conférences en sociologie, Université Paris X-Nanterre

Choukri Hmed, Maître de conférence en Science Politique, Université Paris-Dauphine

Thomas Huet, Etudiant en Master 2, Enquêtes-Théories-Terrains (ENS/EHESS)

Marie-Eve Humery, doctorante ETT-CMH (ENS-EHESS),

Liora Israël, Maîtresse de conférences à l'EHESS

Arthur Jatteau, Agrégatif en sciences sociales à l'ENS

Annick Kieffer, ingénieur de recherche, CNRS

Kolopp Sarah, mastérienne CMH-ETT

Laure Lacan, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS), Allocataire monitrice à Paris 5

Germinal Ladmiral, Etudiant Master 1-ETT (ENS/EHESS)

Gilles Laferté, Chargé de recherches INRA, Département Sciences sociales

Marie-Lavande Laidebeur, doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS), ATER à Lille 1

Aurélie La Torré, doctorante ETT-CMH(ENS/EHESS), ATER en Sociologie à l'Université de Limoges

Christian Lazzeri, Prof Philosophie Paris X Nanterre.

Rémi LEFEBVRE, Professeur de sciences politiques, Reims

Alice Le Goff, doctorante en philosophie, ATER /Paris X-Nanterre

Clotilde Lemarchant, Maître de conférences de sociologie, CMH, Université de Caen

Sandrine Levêque, Maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris-1 et chercheure au Centre de recherches politiques de la Sorbonne

Dominique Levy, économiste, Directeur de Recherche au CNRS, Economie, PSE

Wilfried Lignier, Agrégé-Préparateur à l'Ecole Normale Supérieure

Marie Loison, ATER à l'université de Lille 3, doctorante à l'EHESS, ERIS-CMH

Florence Maillochon, chargée de recherches au CNRS

Mainsant Gwénaëlle, doctorante en sciences sociales, IRIS (ENS-EHESS), Centre Marc Bloch

Audrey Mariette, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS)

Catherine Marry, sociologue, directrice de recherche au CNRS

Emmanuel Martin, Doctorant CMH (ENS/EHESS)

Ana Masullo, doctorante de sociologie à l'EHESS, ERIS-CMH

Pascal Marichalar (doctorant sociologie)

Camille Mazé, Monitrice en Sociologie, ETT-CMH (ENS/EHESS), Université Paris 1 Sorbonne

Sarah Mazouz, doctorante ENS/EHESS, allocataire de recherche

Frédéric Neyrat, Maître de conférences en sociologie, Limoges.

Alexandra Oeser, docteure ETT-CMH, (ENS/EHESS) et ATER en Sciences Politiques, IEP Toulouse

Renaud Orain, doctorant CMH-ETT/CSU/Univ Paris 8, ATER à l'Université de Reims

André Orléan, directeur de recherches du CNRS, chercheur associé à l'EEP

Julie Pagis, Doctorante ETT-CMH (ENS/EHESS), ATER en Science politique à Paris 1

Stefano Palombarini - Maître de conférences Université Paris8 et chercheur associé à l'Ecole d'Économie de Paris (EEP)

Paul Pasquali, Doctorant ETT-CMH (ENS/EHESS)

Simon Paye, doctorant Centre Maurice Halbwachs

Etienne Pénissat, Doctorant ETT-CMH (ENS/EHESS), ATER en Science politique à Paris 1

Louis Pinto, directeur de recherche au CNRS

Sophie Pochic, sociologue, CMH, CNRS

Ioana Popa, chercheur CNRS

Marion Rabier, Doctorante en science politique, CMH, ETT

Ferruccio Ricciardi, doctorant histoire, EHESS-CMH

Muriel Roger, INRA et Ecole d'Économie de Paris (EEP)

Jules Salomone, L3 d'économie à Paris 1

Gabrielle Schütz, doctorante ETT-CMH et GSPM (EHESS), ATER en sociologie à l'université de Limoges

Réjane Sénac-Slawinski, Chargée de recherche au CNRS, CMH (EHESS - ENS)

Yasmine Siblot, Maîtresse de conférences en sociologie, Université Paris 1

Johanna Siméant, Professeur de Science Politique à la Sorbonne, Membre de l'Institut Universitaire de France

Remi Sinthon, Etudiant Master 2-ETT (ENS/EHESS)

Pierre-Emmanuel Sorignet, Maitre de conférence sociologie université toulouse III

Isabelle Sommier, Maîtresse de conférences en science politique et directrice du Centre de recherches politiques de la Sorbonne, Paris 1.

Emmanuel Soutrenon, Doctorant ETT-CMH (ENS/EHESS)

Hélène Steinmetz, Doctorante sociologie GRS-Lyon 2, Agrégée Préparatrice ENS

Marc Thiland chercheur en sociologie

Mathias Thura, Etudiant agrégatif

Loic Trabut, doctorant ETT-CMH (ENS/EHESS)

Benoît Trépied, doctorant en anthropologie, ENS-EHESS

Thomas Watkin, PhD Candidate in Sociology, CMH-PRO (ENS/EHESS)

Florence Weber, Professeur de sociologie à l'Ecole Normale Supérieure.